

Budget—M. D. J. Johnston

qu'aux États-Unis c'est l'entreprise privée qui devrait financer l'exploration spatiale. Je doute qu'il puisse jamais convaincre même la compagnie General Motors de la rentabilité de ce genre d'investissement; pourtant, qui sait quels bienfaits l'humanité pourrait finalement tirer des dépenses que fait le secteur public dans ce domaine?

Une autre chose m'a fasciné, notamment le fait que l'opposition croit que l'acquisition par Petro-Canada de la Pacific Petroleum fait partie des dépenses courantes du gouvernement. Si j'ai bien compris cette opération—peut-être ne l'ai-je pas si bien comprise puisque je siége dans l'arrière-ban—l'acquisition de cette société est un atout. Je me suis dit alors que si l'opposition considère l'acquisition d'un atout comme une dépense courante, il n'est pas surprenant qu'elle croit également que les intérêts hypothécaires devraient être déductibles. En fait, le coût d'achat d'une maison devrait être totalement déductible.

Le chef de l'opposition nous a dit aussi qu'il préconisait la réduction des coûts, le gel de la croissance de la fonction publique et la réduction du déficit, tous là des initiatives, je vous ferais remarquer, monsieur l'Orateur, que le gouvernement a amorcées. Je ne comprends pas comment il s'arrange pour réduire les coûts de deux autres milliards, mais je suis plutôt néophyte en la matière et peut-être cela est-il admis comme une licence de l'opposition, comme on admet une licence poétique. Dans ce cas, ce genre de licence nous est aussi permise et je pense que nous devrions viser en même temps le plein emploi, la suppression du déficit et la réduction des impôts. Le chef de l'opposition garde peut-être cet atout en réserve pour le printemps, mais je voudrais qu'il soit consigné au compte rendu, monsieur l'Orateur, que l'idée est d'abord venue de l'arrière-ban du parti libéral.

Des voix: Bravo!

M. Johnston (Westmount): J'aimerais conclure, monsieur l'Orateur, sur une note un peu plus sérieuse. J'ai dit plus tôt que le Canada avait un potentiel énorme, et le chef de l'opposition en a convenu. Nous avons un actif de base formidable et une population en mesure de l'exploiter. Les éléments constitutifs de la croissance économique, comme nous le savons tous, sont fondamentalement l'union des ressources, du travail et du capital. Monsieur l'Orateur, notre pays a besoin de capitaux. Malheureusement, l'incertitude politique ne crée pas un climat sûr attrayant pour les capitaux, qu'ils soient canadiens ou étrangers.

● (2022)

Nous, dans la circonscription de Westmount, sommes au front de la bataille pour sauver non seulement l'économie du Québec et du Canada, mais pour sauver le pays tout entier. Les résidents de la circonscription de Westmount, qu'ils soient francophones ou anglophones, vivent ce problème tous les jours. Ils sont, à mon avis, comme les troupes au front d'une bataille et ils sont mieux placés pour savoir quelle sorte de direction et quelle sorte de chef il nous faut pour gagner la bataille que les troupes de réserve qui sont stationnées à bien des milles au loin. Votre Honneur, le vote du 16 octobre, qui a donné au parti libéral une plus forte majorité, en pourcentage, que celui de 1974 était un message envoyé du front à tous les Canadiens. Et ce message, monsieur l'Orateur, était clair et direct.

[M. Johnston.]

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, c'est toujours intéressant de pouvoir s'exprimer lors de la présentation d'un budget, surtout celui qu'on étudie aujourd'hui. Depuis que je siége à la Chambre, monsieur l'Orateur, plusieurs budgets ont été présentés, et je pense qu'aucun n'a été aussi attendu que celui-ci. Et ce budget si attendu ne réussit cependant qu'à moitié à ménager la chèvre et le chou, et comme les ministres des Finances le font toujours, on montre un beau «portrait», et on en donne le moins possible. Le monde des affaires est plutôt satisfait des mesures, car la prudence économique prime, mais le petit contribuable ne tressaille pas de joie à la suite de ce budget.

Rien de substantiel n'apparaît dans le discours du ministre. Ce dernier avait reçu dans les semaines qui ont précédé le budget amples conseils de part et d'autre quant à la voie à suivre pour stimuler l'économie. Le Conseil économique du Canada, entre autres, lui suggéra de réduire les taxes de vente et d'accise, et la taxe de vente, de 12 à 6 p. 100, de réduire les impôts des particuliers. Par contre, l'Association des manufacturiers, elle, l'invitait à ne pas inclure de réduction d'impôt des particuliers mais plutôt à offrir des changements fiscaux aux entreprises et au monde des affaires en général. Le ministre avait donc à opter pour l'une ou l'autre de ces options, plaire à la grande entreprise en adoptant une mesure prudente, ou plaire au petit contribuable en adoptant des mesures vigoureuses. Il a décidé de pencher sur la première option, au détriment de la seconde.

Cela dit, examinons maintenant en détail les points saillants du nouveau budget. Premièrement, penchons-nous sur ceux qui nous semblent *a priori* d'un certain intérêt. Les modifications fiscales qui empêcheront les professionnels de s'incorporer pour ainsi payer moins d'impôt font l'objet d'une mesure qui sera la bienvenue. Les changements ayant trait aux obligations à intérêt conditionnel et actions privilégiées rachetables à terme sont également bien reçus par la population. Un nombre de compagnies investissaient leur argent par ce moyen en déjouant ainsi le fisc. Il est à noter cependant que Petro-Canada s'est prévalu de ce parapluie fiscal pour acquérir la Pacific Petroleum Ltd. Y aurait-il eu une fuite dans le budget, monsieur l'Orateur, qui aurait ainsi permis à Petro-Canada d'acheter cette compagnie avant que le budget ne vienne abolir cette forme d'investissement? La hausse de taxes pour les transporteurs aériens signifie que les usagers, et non pas le public canadien, paieront les coûts des moyens de transport.

Voilà en gros les éléments qui nous semblent acceptables dans ce discours, mais ils ne touchent qu'une infime partie de la population. Le gouvernement apporte très peu de choses pour M. Tout-le-Monde. Les sections qui lui apparaissent favorables ne le sont pas en réalité et examinons-en le contenu si on le veut bien. Dans ses remarques initiales, le ministre affirme que l'économie canadienne a beaucoup progressé au cours de 1978, mais sans pour autant atteindre les résultats escomptés. La croissance réelle de la production se situera autour de 4 p. 100, tandis que la hausse des prix de la production intérieure marquera 6½ p. 100. Que s'est-il produit au cours des derniers mois lorsque le ministre prévoyait une montée de 5½ p. 100 de la production? Pourquoi donc cette baisse anticipée de 1½ p. 100? Et qui plus est, cette baisse